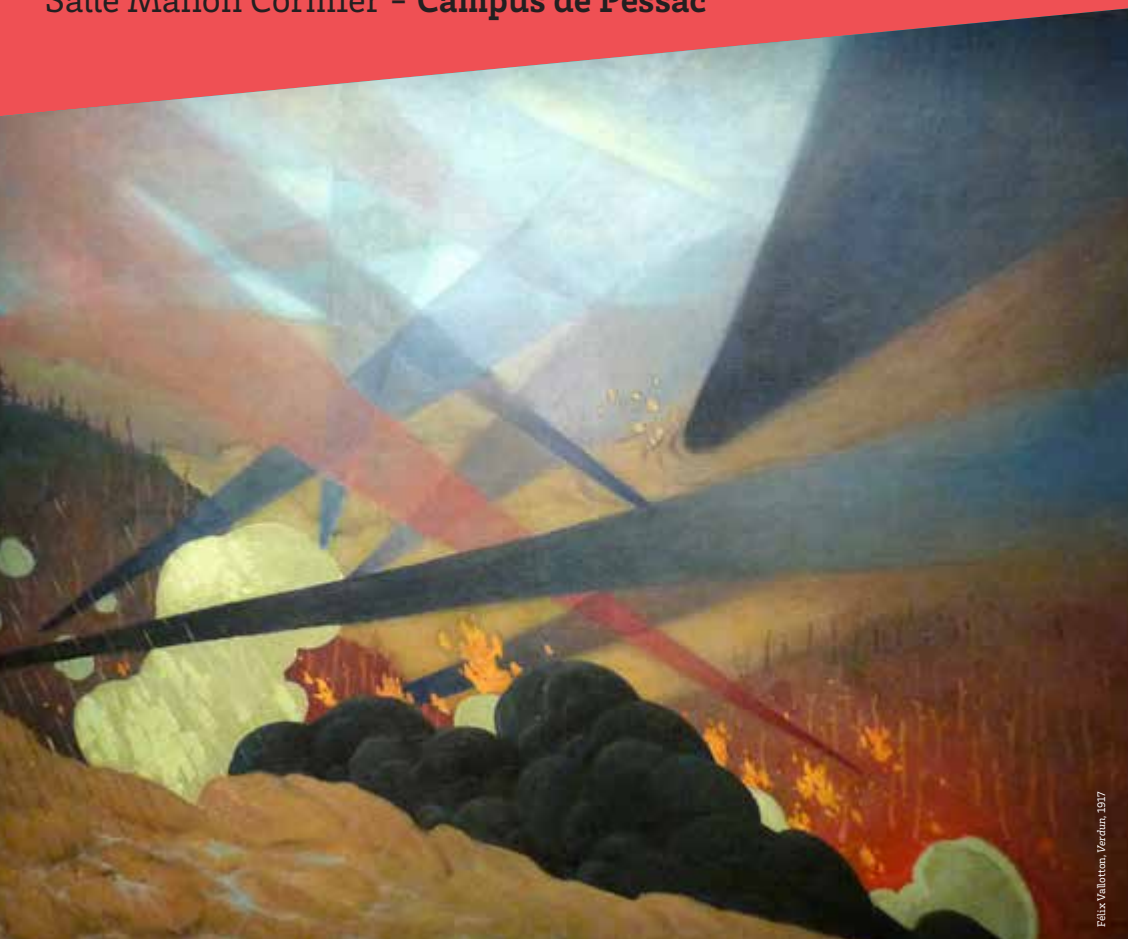


Colloque

Les 20 ans de l'entrée en vigueur de la convention sur l'interdiction des armes chimiques

Lundi 20 novembre 2017 - 10 h

Salle Manon Cormier - **Campus de Pessac**



Felix Valentin, Verdun, 1917

Avec le soutien du département de recherche SHS

Organisation scientifique :

Julien Ancelin et Marion Blondel

Contact : florence.quere@u-bordeaux.fr

CRDEI

Centre de recherche et de
documentation européennes
et internationales

université
de BORDEAUX

L'interdiction des armes chimiques, quel périmètre ?

Présidence : **Dimitri MEILLON**, *maître de conférences en droit public, université de Bordeaux*

10h15 **Café d'accueil des participants**

10h45 **Allocution d'accueil**

Loïc GRARD, *professeur de droit public, université de Bordeaux*

11h00 **Perspectives contemporaines du droit du désarmement chimique**

Julien ANCELIN, *docteur en droit public, enseignant-chercheur, université de Bordeaux*

11h20 **Le principe de l'interdiction : le mécanisme prohibitif du Traité de Paris**

Marion BLONDEL, *docteure en droit public, assistante de recherche, Université Saint-Louis, Bruxelles*

11h45 **Le rôle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans l'application de la Convention**

Laurent ROBERT, *responsable de la branche « démilitarisation chimique », Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, La Haye*

12h30 **Déjeuner**

L'emploi des armes chimiques, quelles victimes ?

Présidence : **Anne-Marie TOURNEPICHE**, *professeure de droit public, université de Bordeaux*

14h10 **Les populations civiles, l'exemple de l'agent orange au Vietnam**

Monique CHEMILLIER-GENDREAU, *professeure émérite de droit public et sciences politiques, Université Paris Diderot*

14h40 **Armes chimiques et protection de l'environnement : une alchimie laborieuse**

Carlos ALVES, *maître de conférences en droit public, université de Bordeaux*

15h10 **Le droit international, victime de l'ineffectivité de la prohibition ?**

Nabil HAJJAMI, *maître de conférences en droit public, Université Paris Nanterre*

Conclusions : L'avenir du Traité de Paris

Patrick MEUNIER, *professeur de droit public, Université Lille II*